

Comment renouveler le débat sur le développement en Afrique ?

Notes introductives au débat

Nous tenons d'abord à féliciter le CODESRIA et son secrétaire exécutif pour avoir organisé ce débat, mais aussi parce qu'à la veille de son 44e anniversaire, le Conseil vient d'être classé comme « meilleur laboratoire d'idées en Afrique subsaharienne ».

Pour revenir au thème qui nous réunit cet après-midi, nous nous félicitons de l'insistance sur le « COMMENT », car s'il s'agit juste de la nécessité de « repenser le développement de l'Afrique », beaucoup l'ont déjà fait à travers de nombreuses publications de très grande qualité. Le gap existant porte plutôt sur : comment passer des préconisations à l'affirmation concrète de ce désir ?

Concernant ce débat, nous avons identifié au moins trois décalages à opérer de prime abord pour bien appréhender les enjeux pratiques de ce « comment » :

- 1) D'abord, nous devons nous évertuer à élargir le cercle des acteurs et renouveler les « lieux » où l'on débat ;
- 2) Ensuite, nous devons opter sur la base de critères propres et parler librement de notre développement, versus l'habituel alignement (sur les concepts, agendas et modèles d'ailleurs) que l'on découvre toujours derrière de prétendues nouveautés ;

Moussa Mbaye
Enda Tiers-monde
Sénégal

- 3) Enfin, nous devons promouvoir une démarche ascendante de changement plutôt que des velléités toujours avortées de traduire en réalité des théories achevées et systématiques, très souvent en porte-à-faux avec les réalités sociales.

C'est avec cela à l'esprit que nous allons contribuer à ce débat, en nous appuyant sur les acquis Enda Tiers-Monde.

Est-il possible de repenser réellement le développement d'un continent sans que cela se limite à un exercice purement intellectuel et théorique ?

N'est-ce pas le reproche qui est constamment fait aux intellectuels, aux écrivains, aux institutions de recherche, et aux agences de développement ? La transformation de l'Afrique par une véritable décolonisation intellectuelle et politique de ses élites et de ses dirigeants et par une démocratisation populaire est un rêve que quelques-uns de ses leaders politiques ont exprimé et ont tenté d'amener à la réalité ne serait-ce qu'à

l'échelle de leur propre pays : certains l'ont fait au prix de leur vie (Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah, Thomas Sankara par exemple).

C'est dire que la discussion sur ce thème ne peut avoir de sens véritablement stratégique que si nous sommes d'accord que la transformation de l'Afrique est un chantier majeur auquel nous devons participer personnellement et institutionnellement. En ne le faisant pas, nous acceptons d'être complices des dérives et des incohérences des modes de gouvernance de nos États et des systèmes d'exclusion, d'étouffement de la pensée et des potentiels des populations de nos pays. En tant qu'organisations, nous sommes appelés à veiller à une production et à une utilisation des savoirs qui consolident un espace public de débat inclusif, sérieux et de qualité. Même si c'est un travail de long terme, grâce à ces processus, le citoyen africain a ici l'occasion de se positionner en tant qu'acteur construisant son devenir et non pas le subissant. Cela permet aux acteurs de faire preuve de proactivité dans la définition des politiques de développement et dans l'agir citoyen. La recherche-action-formation et la prospective populaire se sont imposées à nous comme approches adéquates d'un tel décloisonnement.

Comment repenser le développement de l'Afrique ?

Par quelles stratégies et à quel niveau pouvons-nous réellement impulser des changements profonds, ou au moins participer à ceux qui sont déjà en cours ? (trois niveaux : le niveau personnel, le niveau continental et le niveau national)

Le changement au niveau personnel d'abord

Dans un ouvrage publié en 2005 par Enda Graf Sahel et intitulé « Changement politique et social : éléments pour la pensée et l'action », il est écrit et je cite : « il ressort donc que le changement ne concerne pas que le monde des idées ou que des situations matérielles, le changement interpelle l'homme et la femme dans toutes leurs dimensions, la pensée, l'affectif, le spirituel, le physique, etc. ».

Nous ne pouvons pas être acteurs de changement pour une transformation de l'Afrique si, au niveau personnel, nous ne changeons pas notre propre pensée, nos propres repères, nos valeurs et nos comportements. Nous ne pouvons conduire aucune organisation sociale, aucune entreprise, aucune communauté, encore moins une nation et un continent, vers le changement si nos propres idées et propositions ne sont pas une réalité dans notre propre vie.

Nous ne pouvons pas dire que l'Afrique doit se décoloniser si nos propres choix de vie et nos comportements démontrent le contraire.

Oui, « un autre monde est possible ». Mais alors, est-ce nous qui sommes « impossibles » ? Pour reprendre notre ami Philippe De Leener « devenir un acteur politique, c'est refuser de devenir ce que l'on combat ». Il poursuivait sur le fait que « combattre le capitalisme, c'est d'abord le combattre en nous, c'est avant tout mener la lutte contre une partie de nous-mêmes. Car il (le système capitaliste) est incrusté dans tout ce que nous touchons et consommons, depuis notre assiette jusque dans notre corps et dans notre tête ». Ainsi l'ODD n° 12 « Établir des modes de consommation et de production durable » semble devoir rester une chimère tant les acteurs du Nord refusent de sortir de leurs zones de confort tandis que de larges franges des sociétés du Sud cherchent à leur ressembler.

Ce qui est dit des individus s'applique aussi à nos organisations, qui doivent devenir des modèles de changement dans leur propre gouvernance, leur financement et leur communication, etc.

Le changement à l'échelle du continent

Peut-on repenser le développement de l'Afrique à l'échelle du continent ?

L'Union africaine a tenté l'exercice à travers l'élaboration du NEPAD, qui avait quelques chances d'être nourri des idées d'intellectuels africanistes. Mais avant même d'être achevé, le document du NEPAD perdait déjà toute chance d'être un instrument de changement pour l'Afrique, puisqu'il était devenu un instrument de mobilisation d'aide internationale, comme seule condition de sa mise en œuvre.

Pour repenser le futur de l'Afrique à l'échelle du continent, il faudrait que le parlement de l'Union africaine devienne une véritable Assemblée des peuples à laquelle l'Assemblée des chefs d'État doit soumettre ses idées et ses propositions politiques sur toute question touchant la transformation de l'Afrique. Les mouvements sociaux africains devraient revendiquer ce changement institutionnel au niveau de l'Union africaine.

Le changement à l'échelle d'un pays

Sur quelle base un gouvernement peut-il impulser le changement à l'échelle de son pays ?

La théorie du développement rime avec une certaine conception du progrès et de la modernisation, qui serait le résultat inéluctable de la croissance économique selon le modèle capitaliste. L'Afrique et les autres continents du Sud ont été intégrés de diverses manières au système économique mondial et les schémas de développement qui les sous-tendent sont censés transformer les conditions de vie de leurs populations.

Si les impacts de ces schémas indiquent effectivement une création et une accumulation de richesses sans précédent à l'échelle de la planète, nous avons vu en même temps que ce système a été à l'origine des trois grandes dérives du développement à l'échelle mondiale : la dérive climatique engendrée par l'économie de la surproduction et son corollaire de pollution ; la dérive financière, fruit des

surinvestissements et des spéculations financières ayant pour seul but de récolter le maximum de profit dans le plus court délai pour la minorité ; et la crise alimentaire portée par un milliard de personnes privées du minimum vital.

Nous réalisons donc sans équivoque aucune que le paradigme du progrès défini par les indicateurs internationaux de développement est structurellement inaccessible à tous, ou en d'autres termes, structurellement exclusif de la majorité.

En conséquence, nous devons repenser l'avenir de l'Afrique sur la base d'autres paradigmes que ceux qui structurent depuis plus d'un demi-siècle les politiques de développement de nos pays.

Malgré le sort peu enviable de leaders qui ont véritablement osé aller dans cette direction, engageons-nous courageusement dans la recherche d'un nouveau paradigme et dans l'élaboration et la mise en œuvre volontariste de nouveaux repères visant une transformation profonde des conditions de vie de la majorité, par un changement de la structure du pouvoir et des mentalités, pour faire de chaque citoyen un acteur politique, responsable au niveau personnel et au niveau collectif.

Nous rappelons ci-après huit principes et choix¹ sur la base desquels Thomas Sankara a tenté d'impulser la transformation de son pays :

1. Chercher à construire sa pensée propre, la vision de son futur, ses propres exigences et ses priorités ;
2. Accepter de partir de nos réalités, de notre histoire et de nos échecs pour les assumer et en faire des atouts pour réinventer notre futur (d'où le changement du nom du pays de Haute-Volta en Burkina Faso, pays des hommes intègres) ;
3. Accepter de questionner nos systèmes sociaux pour dénoncer et briser tout ce qui entrave la dignité, la sécurité, la liberté et la prise de parole des jeunes, des femmes et de toute autre catégorie sociale victime de discrimination ou d'exclusion ;
4. Renoncer aux institutions démocratiques imposées de l'extérieur pour construire un système démocratique fondé sur l'implication réelle de la majorité dans les mécanismes

de concertation, de décision, de mobilisation de ressources et de planification (démocratie effective et non pas formaliste ou juste électoraliste) ;

5. Identifier et combattre toutes les stigmatisations qui dénigrent et étouffent le génie, la créativité, les richesses et tous les potentiels des populations, notamment les enfants et les catégories les plus vulnérables ;
6. Informer et éduquer en permanence les différents acteurs à la base, sur tous les concepts, les instruments et les mécanismes en vigueur dans les services publics : le budget, la loi, la dette, les institutions, l'aide internationale, etc. Aucun sujet n'est trop complexe, ni trop important, ou trop éloigné de la réalité quotidienne des peuples pour ne pas en parler avec eux ;
7. Cultiver le sens des responsabilités (chacun est responsable à son propre niveau de ses actes et de ses choix), la transparence et la redevabilité à tous les niveaux (les fonctionnaires, les chefs traditionnels, les élus, les entreprises publiques et privées, etc.) ;
8. Cultiver la confiance en soi et savoir compter d'abord sur ses propres forces : les évaluer, les mobiliser et les utiliser.

Comment une organisation comme la nôtre peut-elle contribuer à faire bouger les esprits et les initiatives vers la construction d'une autre Afrique ?

La dernière partie de ce papier va s'appliquer à Enda. Cette organisation est née dans les années soixante-dix d'un long cheminement d'esprits complices constatant les blocages du développement d'un Sud déjà ancré dans des logiques d'appauvrissement. En mettant en place Enda, Jacques Bugnicourt et ses compagnons posaient clairement le principe selon lequel on ne saurait assurer le développement sans une prise en charge adéquate des questions environnementales et en même temps, réciproquement, qu'on ne saurait réaliser les objectifs de préservation de l'environnement en ignorant les

questions liées au développement, en particulier la pauvreté et les inégalités. Ce faisant, Enda postulait que ce cercle vertueux se constituait en travaillant à la régulation de la société (dans ses volets politique, économique, social, culturel, environnemental, etc.) en y associant pleinement les personnes et groupes concernés. « On ne développe pas, on se développe » (Joseph Ki Zerbo).

La principale vocation d'Enda depuis sa création a donc été d'œuvrer pour la réhabilitation sociale et économique ainsi que l'habilitation politique des populations pauvres et exclues des espaces et des systèmes de gestion et de décision à l'échelle de la communauté, de la nation et de la région.

Pour ce faire, Enda s'engage avec ses partenaires dans la recherche des leviers sociaux, techniques et institutionnels par lesquels il pourra mettre en œuvre les quatre voies stratégiques qu'il s'est choisies, à savoir :

- Promouvoir le protagonisme social : Enda appuie les acteurs sociaux les plus faibles dans leurs dynamiques pour se faire valoir, afin d'impacter le cours des choses aux différents niveaux, et prend parti à leurs côtés dans leurs combats, notamment au niveau international.
- Innover et promouvoir l'innovation dans les domaines techniques, sociaux et politiques, mais également dans la pensée et les comportements ;
- Crédibiliser et diffuser les savoir-faire innovants et les expérimentations populaires : ce faisant, Enda veut assumer une forme de rupture – ou de prise de distance – avec les systèmes dominants de production et de validation des innovations techniques, sociales, et politiques, notamment l'hégémonie du « savoir d'expert ».
- Alimenter la réflexion critique, car seule une distance critique permet de déconstruire les modèles imposés et subis, de repérer les idées et pratiques émergentes, et de reconstruire des alternatives. La capacité de réflexion critique d'Enda se révèle

être une nécessaire condition pour réaliser ses autres missions.

C'est dans cette logique que nous avons voulu tirer les leçons des expériences multiples et multisectorielles conduites par des acteurs au sein d'Enda et extérieurs à Enda pour proposer ce que nous avons appelé le Rapport alternatif sur l'Afrique. Une initiative que nous développons avec le CODESRIA et qui est partagée désormais par des institutions africaines comme l'Institut des futurs africains (IFA), le Forum du tiers-monde (FTM), l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA).

Le RASA est une des réponses au besoin, largement insatisfait, d'une affirmation autonome de notre protagonisme sans complexe, et d'une centralité africaine dans le discours sur l'Afrique. La valeur ajoutée de ce rapport sera de contribuer à renforcer cette autonomie et cette capacité à penser l'avenir des sociétés et pays africains en définissant des principes et des instruments de mesure de leurs progrès, et de contribuer à renverser les paradigmes paralysants ancrés dans les individus, les groupes et les institutions africaines. S'il faut traduire en initiative concrète les préconisations sur la décolonisation complète (de nos esprits, de nos économies...) et recouvrer notre souveraineté en acte, alors le Rapport alternatif sur l'Afrique sera une initiative structurante pour de nouveaux jalons. Alternatif, non par réaction, mais par l'affirmation et l'éclairage d'autres voies de transformation positives déjà à l'œuvre dans les dynamiques réelles ; alternatif aussi parce que conjuguant savoirs experts et savoirs d'expérience et donnant la parole à des acteurs authentiques habituellement « invisibles » et/ou disqualifiés.

Un autre chantier dans lequel nous nous sommes lancés porte sur la promotion de véritables transformations sociales, politiques, économiques, culturelles et environnementales. Enda t-m, qui a voulu « sortir des sentiers battus » du cadre logique et de la gestion du cycle de projet, vient de lancer un processus de recherche-action sur les stratégies et méthodes de suivi-évaluation dites stratégiques. En effet, on peut constater que plusieurs actions présentées comme refondatrices ou de rupture ne font que contribuer à reproduire le système combattu en éliminant les

aspérités les plus insoutenables, tandis que les changements produits restent non significatifs, les effets demeurant marginaux.

Pour clarifier les enjeux d'une démarche orientée sur le changement dans les sociétés, nous avons opéré deux distinctions fondamentales :

- La différence entre *changement de premier ordre* (« la même chose autrement ») d'une part et, d'autre part, *changement de second ordre* (« tout autre chose »). Le premier type de changement manifeste la continuité, mais sous des formes ou dans des modalités différentes qui produisent l'illusion que « ça change ». Le second type signale une véritable rupture (il y a réellement un « avant » et un « après »).

- La différence entre *changement dans les situations vécues* ou les problèmes, d'une part, et d'autre part, *changement dans le fonctionnement de la société* à l'origine des problèmes, c'est-à-dire changement dans la manière dont la société fonctionne pour « fabriquer » les situations et les problèmes dont elle souffre. Dans le premier cas, on agit sur des *symptômes*, dans le second cas on agit sur ce qui génère le mal et ses symptômes.

Si nous voulons sortir des impasses actuelles, nous devons approfondir les réflexions sur les mécanismes qui bloquent les changements à l'intérieur de nos sociétés et institutions et aligner en face des réponses adéquates, pour bâtir des alternatives véritables, endogènes et durables.

Avec les entités du Réseau Enda, nous travaillons à l'échelle de territoires, secteurs ou pays afin que le plus grand nombre maîtrise effectivement les enjeux de l'Agenda 2030 dans sa propre vie et dans ses activités tout comme dans les politiques publiques (aux différentes échelles) ; ceci afin de favoriser une réelle contractualisation entre toutes les parties prenantes des changements visés.

Multiplier les initiatives d'appropriation critique et les innovations, c'est ainsi que nous voyons notre contribution à la concrétisation de l'Agenda 2030 intitulé « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

Note

1. Mais la liste n'est pas exhaustive.